

Brochure n° 3327

Convention collective nationale

IDCC : 2507. – **PERSONNELS DES STRUCTURES
ASSOCIATIVES CYNÉGÉTIQUES**

**ACCORD DU 7 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE
« DÉCÈS - INVALIDITÉ - INCAPACITÉ »**

NOR : *ASET0750171M*

IDCC : *2507*

Entre :

Le syndicat national des chasseurs de France, dit ci-après le « SNCF »,

D'une part, et

Le SNPFDC-FGTA FO ;

L'UPTEC-UNSA ;

La FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été décidé et convenu ce qui suit en application des articles L. 911-1 et L. 242-1 du code de la sécurité sociale et de l'article 83-1 *quater* du code général des impôts.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les salariés relevant de la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques sont affiliés, sans condition d'ancienneté, obligatoirement à un contrat collectif obligatoire de garanties décès, incapacité, invalidité.

Le présent accord s'applique aux personnels des fédérations régionales, départementales et interdépartementales ainsi qu'à ceux des associations et des groupements ayant une activité d'ordre cynégétique employant du per-

sonnel et dont les ressources de fonctionnement proviennent pour plus de 75 % des subventions versées par une ou plusieurs fédérations départementales, régionales, nationale des chasseurs. Ces organismes sont désignés par les termes : « les (ou des) fédérations ».

La fédération nationale des chasseurs de France, la fondation nationale pour la protection des habitats de la faune sauvage, l'union nationale des fédérations départementales de chasseurs et le syndicat national des chasseurs de France sont désignés par les termes : « les organismes nationaux ».

Article 2

Complément de salaire en cas de maladie ou d'accident

Le complément de salaire en cas de maladie ou d'accident est versé conformément à la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques, paragraphe 5.3.

L'organisme assureur prend le relais à l'issue de la période de 90 jours.

Les compléments de rémunération sont, en tout état de cause, calculés de telle sorte que le salarié ne perçoive pas globalement, après prélèvements de toute nature, un revenu net supérieur au salaire qu'il aurait perçu s'il avait travaillé.

Article 3

Cotisations au régime de prévoyance

Les cotisations au régime de prévoyance décès-incapacité-invalidité sont réparties conformément à la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques de la façon suivante :

- 90 % à la charge de l'employeur ;
- 10 % à la charge du salarié.

Ces cotisations ont pour assiette la totalité du salaire brut au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

Article 4

Organisme assureur

Le choix de l'organisme assureur, ainsi que des garanties, résulte d'une décision de la commission paritaire nationale permanente.

L'organisme assureur désigné est la société d'assurance AXA Collective. Le personnel est garanti dans le cadre d'un contrat d'assurance collective souscrit par le SNCF, en application du présent accord.

Les garanties et leurs conditions d'application sont détaillées ci-après.

DÉCÈS ET INVALIDITÉ ABSOLUE et définitive toutes causes	OPTION 1	En % du salaire brut annuel	
		OPTION 2 A destination des salariés avec conjoint mais sans enfant à charge	OPTION 3 A destination des salariés sans conjoint mais avec enfant à charge
Célibataire, veuf, divorcé ou séparé judiciairement sans enfant à charge	150 %	Néant	Néant
Marié, concubin, pacsé sans enfant à charge	220 %	420 %	Néant
Célibataire, veuf, divorcé ou séparé judiciairement, marié, concubin, pacsé, ayant un enfant à charge	290 %	Néant	500 %
Majoration par enfant supplémentaire au-delà de 1	70 %	Néant	70 %
Décès et invalidité absolue et défini- tive par accident			

DÉCÈS ET INVALIDITÉ ABSOLUE et définitive toutes causes	OPTION 1	OPTION 2 A destination des salariés avec conjoint mais sans enfant à charge	OPTION 3 A destination des salariés sans conjoint mais avec enfant à charge
Versement d'un capital supplémentaire égal à 100 % du capital prévu ci-dessus			
Rente éducation :			
Rente annuelle par enfant à charge :			
0 - 10 ans	5 %		5 %
11 - 17 ans	10 %	Néant	10 %
18 - 26 ans si études	15 %		15 %
Rente de conjoint :			
Rente temporaire	0,50 % salaire (x-25)	0,50 % (x-25)	
Rente viagère	1 % salaire (65-x)	1 % salaire (65-x)	
Majoration par enfant à charge	10 % de la rente	10 % de la rente	Néant
Rente d'orphelin	50 %	50 %	
Garantie substitutive en cas d'IAD d'un assuré sans conjoint	100 %	100 %	

DÉCÈS ET INVALIDITÉ ABSOLUE et définitive toutes causes	OPTION 1	OPTION 2 A destination des salariés avec conjoint mais sans enfant à charge	OPTION 3 A destination des salariés sans conjoint mais avec enfant à charge
Double effet : Décès simultané ou postérieur du conjoint		100 % du capital décès toutes causes	
Incapacité : Franchise		90 jours continus d'arrêt de travail	
Montant de l'indemnité journalière	85 % du salaire sous déduction des prestations versées par la MSA ou la sécurité sociale		
Invalidité ne résultant pas d'un acci- dent du travail ou d'une maladie professionnelle : 1 ^{re} catégorie 2 ^e catégorie 3 ^e catégorie	54 % du salaire 90 % du salaire 90 % du salaire Sous déduction des prestations de la MSA ou la SS		
Invalidité résultant d'un accident du travail ou d'une maladie profession- nelle : Taux d'invalidité compris entre 33 % et 66 % Taux d'invalidité égal ou supérieur à 66 %	N/66 de la rente ci-dessous 90 % du salaire sous déduction des prestations de la MSA ou SS Aucune rente n'est servie si le taux d'invalidité est inférieur à 33 %		

Total de cotisation global

Personnel cadre :

- 1,82 % de la tranche A du salaire brut soumis à cotisation ;
- 2,20 % des tranches B et C du salaire brut soumis à cotisation.

Personnel non cadre :

- 1,91 % des tranches A et B du salaire brut soumis à cotisation.

Exclusions. – Toutes garanties

L'assureur couvre les risques en cas de décès, de perte totale et irréversible d'autonomie et d'incapacité totale de travail ou d'invalidité permanente à l'exclusion de ceux résultant :

- d'un suicide ou d'une tentative de suicide de l'assuré au cours de la première année d'assurance. Si l'assuré était précédemment garanti au titre d'un contrat d'assurance de groupe à adhésion obligatoire au sens de l'article 2 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, pour des niveaux de garanties similaires, sans qu'il y ait eu interruption des garanties, le délai de 1 an est supprimé ;
- de guerres civiles ou étrangères, invasions, agressions étrangères, hostilités (que la guerre soit déclarée ou non) ;
- de la participation active de l'assuré à une guerre passive (où la France ne participerait pas), une rébellion, une révolution, une insurrection, une prise de pouvoir, un mouvement populaire, une émeute, un acte de terrorisme, étant précisé que les cas de légitime défense, d'assistance à personne en danger et d'accomplissement du devoir professionnel sont garantis ;
- d'un déplacement ou séjour dans une des régions ou un pays formellement et dans tous les cas déconseillés par le ministère français des affaires étrangères. Pour les personnes déjà présentes dans cette région à la date de l'inscription de cette zone sur la liste dudit ministère, l'exclusion ne s'applique qu'à compter du 14^e jour suivant cette inscription.

Toutefois en cas de déplacement ou séjour pour raison professionnelle l'assureur pourra proposer des conditions de maintien d'assurance.

Garanties décès accidentel et incapacité de travail Invalidité permanente

L'assureur couvre les risques décès accidentel ou perte totale et irréversible d'autonomie accidentel et incapacité de travail - invalidité permanente dans les conditions prévues au paragraphe précédent à l'exclusion des accidents résultant :

- du fait intentionnel du bénéficiaire ou de l'assuré ;
- de la pratique par l'assuré de toute activité sportive non représentée par une fédération sportive ;
- de la pratique par l'assuré de toute activité sportive sans respecter les règles élémentaires de sécurité recommandées par les pouvoirs publics ou par la fédération du sport correspondant à l'activité. Il appartiendra à l'assureur de prouver que ces règles ont été violées ;

- de la participation de l'assuré à tout sport et/ou compétition à titre professionnel ;
- de la navigation aérienne de l'assuré :
 - à bord d'un appareil non muni d'un certificat valable de navigabilité ou piloté par une personne ne possédant ni brevet ni licence ou titulaire d'un brevet ou d'une licence périmée ;
 - avec l'utilisation d'un parachute, d'un deltaplane, d'un parapente, d'un appareil ultra-léger motorisé (ULM) ou de tout engin assimilé ;
 - au cours d'un meeting, d'un raid sportif, d'un vol acrobatique, d'une tentative de record, d'un essai préparatoire, d'un essai de réception, d'un saut en parachute non motivé par une raison de sécurité ;
 - des conséquences directes ou indirectes d'une transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité.

Garanties décès accidentel

L'assureur couvre les risques de décès accidentel ou de perte totale et irréversible d'autonomie accidentel, dans les conditions prévues au paragraphe précédent à l'exclusion des accidents résultant :

- de l'état d'alcoolémie de l'assuré constaté par un taux égal ou supérieur à celui défini par le code de la circulation routière en vigueur au moment de l'accident ;
- de l'usage par l'assuré de stupéfiants ou substances médicamenteuses en l'absence ou en dehors des limites de prescription médicale ;
- d'attentats ou d'actes de nature terroriste utilisant directement ou indirectement toute arme ou toute matière, qu'elles soient radioactives, d'origine chimique ou d'origine bactériologique ou virale ;
- de l'action directe ou indirecte de tout agent biologique.

Article 5

Maintien des garanties en cas de changement d'organisme assureur

Conformément à l'article L.912-3 du code de la sécurité sociale, les rentes en cours de service à la date de changement d'organisme assureur, continueront d'être revalorisées selon le même mode que le contrat précédent. Les garanties décès seront également maintenues au profit des personnes bénéficiant des prestations incapacité - invalidité à la date d'effet de la résiliation du contrat d'assurance. La revalorisation des bases de calcul des différentes prestations relatives à la couverture du risque décès est au moins égale à celle déterminée par le contrat de l'organisme assureur qui a fait l'objet d'une résiliation. Les prestations décès, lorsqu'elles prennent la forme de rentes, continueront d'être revalorisées après la résiliation du contrat de garantie collective.

Article 6

Gestion du régime

Le contrat de prévoyance décès incapacité invalidité sera géré par le cabinet Mercer.

La commission paritaire nationale permanente pilote le régime à raison de 2 réunions minimum par an.

Article 7

Révision du choix de l'organisme assureur

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la commission paritaire nationale permanente devra, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans, à compter de la date d'effet des différents régimes ci-dessus, réexaminer le choix de l'organisme assureur et de l'intermédiaire gestionnaire désigné. A cet effet, elle se réunira 6 mois avant l'échéance, à l'initiative de la partie la plus diligente. Ces dispositions n'interdisent pas, avant cette date, la modification, la résiliation ou le non-renouvellement, par accord paritaire, de l'un ou de la totalité des différents contrats de garanties collectives. Un nouvel accord matérialisera le changement d'organisme assureur et la souscription du nouveau contrat.

Article 8

Information des salariés

Une note d'information, résumant les principales dispositions des différents contrats sera remise, conformément à la loi, à chacun des salariés bénéficiaires des garanties. Il en ira de même en cas de modification des garanties ou du contrat.

Article 9

Durée. – Dépôt. – Publicité

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être modifié ou dénoncé selon les modalités prévues aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du code du travail.

Il sera déposé conformément à la loi.

Il sera porté à la connaissance des salariés par voie d'affichage.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 7 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)